

de moins en moins présent : est-ce une mauvaise recette pour un accord de sécurité ? Pourquoi devons-nous tant nous inquiéter du développement économique de l'Union soviétique ? Les Soviétiques savent le retard qu'ils ont pris. Ils savent qu'ils n'ont aucune chance de le rattraper à court ou à moyen terme. Ils sont en bien plus mauvaise posture que les Britanniques, à qui il n'est arrivé que quelques fois de perdre la tête. Eux se sont adaptés au fait que leur pays ressemble plus aujourd'hui au tiers-monde qu'à l'Europe continentale. Les Soviétiques pourraient-ils en faire de même ? Sommes-nous en présence d'un mélange détonnant pour la stabilité européenne ?

Hill : Denis, vous parliez du colosse européen qui pourrait être en train d'émerger. Quel rapports pourrait-il avoir avec le Canada ?

Stairs : Nous spéculons tous comme des forcenés. Or, si l'on spéculé, on revient à ce que l'on a appris en premier, parce que c'est ce que l'on lit à vingt et un ou vingt-deux ans qui compte. Si l'on considère ce problème des rapports entre l'Allemagne naissante et l'Union soviétique, la logique veut évidemment que ces deux pays n'entrent jamais en guerre l'un contre l'autre. La logique ressemble à un concert. De plus, le modèle historique est le Pacte germano-soviétique et non le modèle des impasses nucléaires. Je verrais plutôt un retour à des formes assez classiques de politiques interétatiques.

Voilà qui reflète notre dilemme, parce qu'à mon avis, tout cela n'a changé en rien la position du Canada. Comme nous le savons tous, la politique de défense canadienne a surtout consisté à épauler la diplomatie canadienne dans la période de l'après-guerre. Si nous sommes vraiment honnêtes, et en laissant de côté les problèmes particuliers que pose, par exemple, la surveillance de l'espace aérien septentrional, la vérité, c'est que notre contribution n'est nullement décisive pour la protection de la sécurité occidentale. Donc, les dépenses de défense du Canada ont servi à acheter un billet d'entrée dans les organismes multilatéraux où nous aimons nous exprimer. Nous espérons empêcher d'autres pays de se ridiculiser en partant du principe, bien entendu, que nous ne nous ridiculisons jamais.

Il suffit de découvrir quel organisme sort de l'ombre et de le promouvoir du mieux que l'on peut. Ensuite, on fait le tour de l'organisme pour demander à tous ses membres ce qu'ils aimeraient que le Canada fasse, ensuite, on marchandé pour devenir soi-même membre au meilleur compte. Je sais que je peux sembler irrévérencieux, mais c'est à cela que se résume encore le problème de la sécurité canadienne.

Thériault : Voilà qui est très intéressant, mais je suis d'accord. C'est certainement ce qui a déterminé notre politique extérieure et notre politique de défense ces vingt dernières années. Mais je pense également qu'il y a eu une très grande part d'aveuglement dans ces politiques. Je n'ai jamais

été un fervent partisan de la théorie mise de l'avant par les occupants de l'édifice Pearson pour laquelle les relations internationales reposent sur un jeu d'influences. Pour moi, l'influence est quelque chose qui part de la capacité d'influer sur les événements et de faire bouger les choses. En définitive, au bout de l'équation, il y a le pouvoir. Or, nous n'avons aucun pouvoir.

Bien sûr, grâce à cet arrangement structurel, on nous a plus ou moins accueillis au sein de divers conseils. Si j'en crois ma propre expérience, et j'ai travaillé dans plusieurs de ces organismes, il y a longtemps que nous n'avons plus de crédibilité et que nous n'exerçons plus aucune influence. Si quelqu'un garde des illusions à ce sujet, ce sont les Canadiens et personne d'autre.



*... nous ne faisons rien  
des choses élémentaires  
et indispensables dans  
une société si l'on entend  
soutenir sérieusement une  
stratégie fondée sur le  
multilatéralisme.*

Stein : Je ne suis pas d'accord avec la modestie et le pessimisme traditionnels des Canadiens. Si l'on pense à l'Europe dans dix à quinze ans d'ici, il y a, à mon sens, deux scénarios institutionnels possibles et des questions très concrètes qui vont se poser. Il est manifeste que le Canada aura des choix à faire, dont l'un concernera une OTAN politisée, avec l'Allemagne unifiée en son sein, mais c'est tout, en gros. Un autre choix portera sur un tout autre ensemble de structures de sécurité qui s'inspirera sans doute de la présentation institutionnelle de la CSCE. La différence essentielle vient du fait que ces structures de sécurité serviront à planifier la sécurité en général et qu'elles comprendront des pays d'Europe de l'Est

et l'Union soviétique. J'ai l'impression que les États-Unis préféreront de loin la première option : une OTAN politisée incluant l'Allemagne unifiée; point, à la ligne.

Quelle position adoptons-nous quand il s'agit de formuler une politique sur ce qui est une question assez fondamentale ? Nous considérons-nous assujettis aux États-Unis pour ces questions, comme nous l'étions autrefois ?

Morton : J'ai beau chercher, je ne vois pas le moindre signe que nous sommes plus indépendants aujourd'hui que nous l'étions il y a dix ou quinze ans, ni que nous le serons, étant donné les perspectives de gestion actuelles dans cinq, dix ou quinze ans, sauf catastrophe trop déplaisante pour qu'on y songe. Ce n'est pas dit par souci de paraître modeste ou pour l'être, c'est ainsi que nos priorités sont ordonnées. Après l'avoir laissé périr un moment, les Canadiens et Canadiennes rappelleront à leur gouvernement que ce sont les réalités économiques qui passent avant tout. Or, nous nous sommes liés aux États-Unis économiquement et l'avons toujours été du point de vue diplomatique et politique. À mon avis, les Américains (vu leur gouvernement actuel et ceux qui suivront probablement) préféreraient la solution de l'OTAN et s'attendraient à ce que le Canada les imite docilement. Quelle raison auraient-ils de penser autrement ?

Hill : Si nous rédigeons tous des Livres blancs, quelles directions aimerions-nous imprimer aux politiques canadiennes pour les dix ou quinze ans à venir ?

Cox : Je crois, en fait, qu'il faudrait essayer de définir le contexte politique dans lequel cela se passera. À mon avis, peu importe que l'on pense que nous avons trop ou trop peu dépensé pour la défense, puisque nous allons moins dépenser ces prochaines années. Je ne suis pas pour quitter l'OTAN, en tout cas pas maintenant. Mais le prix à payer pour rester pour les raisons invoquées par Janice pourrait baisser considérablement.

Stairs : Je m'inquiète vraiment de ce qui va arriver aux ressources océaniques tant côté Atlantique que Pacifique et je crois qu'il nous faut des moyens de surveillance sur les deux côtes; or, ils sont insuffisants à l'heure actuelle. Je vous parle en connaissance de cause, je vis à Halifax. Voilà les vraies questions de sécurité qu'un État doit résoudre pour assurer sa protection au sens traditionnel. Au-delà, on entre dans les échanges de bons procédés et c'est alors qu'il faut décider si l'on veut s'y prêter ou pas.

Dans le cas de l'Europe, le Canada pourrait se révéler tellement impuissant que ce n'est même pas la peine qu'il essaie, parce qu'on va tout simplement l'ignorer. On ne demandera pas l'avis du Canada, de la Belgique et ainsi de suite, qui devront se contenter de rôles de spectateurs. Or, si tel est le cas, à quoi bon dépenser un seul dollar ? Je ne sais pas où cela nous amène, mais certainement pas à des sous-marins à propulsion nucléaire, pas à des jouets coûteux !